

Publié le 17 décembre 2020

Mais que cherche la Turquie ?

Réduire le président turc Recep Tayyip Erdoğan à un néo-nazi islamiste et dangereux est très réducteur. Le jeu de la Turquie est bien plus complexe, ce qui ne veut pas dire que n’y existent pas certains fondamentaux. François Martin nous aide à y voir un peu plus clair dans l’action géopolitique subtile d’un acteur majeur de l’«Orient compliqué».

Dans ses *Mémoires de guerre*¹, le général de Gaulle écrit : «Vers l’Orient compliqué, je volais avec des idées simples». De même, on peut sans doute mieux comprendre le jeu complexe, voire compliqué, de la Turquie avec deux fondamentaux simples : l’un est sa situation géopolitique, l’autre est la personnalité de son dirigeant, Recep Tayyip Erdoğan.

Une situation géographique et géopolitique unique

Ayant des frontières communes avec la Géorgie, l’Arménie, l’Iran, l’Irak, la Syrie, la Bulgarie et la Grèce, membre de l’Alliance Atlantique et du Conseil de l’Europe, contrôlant, avec les Russes, la mer Noire, et, enfin, ayant la maîtrise, via la convention de Montreux de 1936, de la circulation maritime militaire dans le Bosphore, la situation géographique et géopolitique de la Turquie est l’une des plus extraordinaires qui soient au monde. Pour cette raison, aucune grande puissance, ni les USA, ni la Russie, ni aucune petite, ne souhaite se fâcher durablement avec ce pays.

Ceux qui ne sont pas géographiquement proches de la Turquie, comme la Chine, ont tout intérêt à lui faire les yeux doux. De plus, l’importance de la diaspora turque au sein de l’Europe, et en particulier du pays membre le plus important, l’Allemagne, et parallèlement, sa position comme point de passage obligé de la migration moyen-orientale vers la Grèce – un «robinet» qu’Erdoğan peut ouvrir ou fermer à loisir –, tout cela lui offre un bras de levier politique de premier plan. *Last but not least*, l’importance des peuples turcophones dans le monde, avec plus de 100 millions de personnes –excusez du peu² –, dont près de 13 millions en Russie et 12 millions en Chine, est telle que personne ne peut ignorer son influence.

Géopolitiquement parlant, la Turquie, puissance moyenne et régionale, est donc totalement inévitable. On sait que son décollage économique, avec son industrialisation, a commencé avec la guerre Iran/Irak qui, entre 1980 et 1988, a ensanglanté la région. Pendant les huit ans qu’a duré cet atroce conflit, la Turquie a fourni aux deux belligérants, à prix d’or, tous les produits indispensables. On peut bien penser qu’elle leur a aussi fourni les armes, afin que tant leur affaiblissement mutuel que la poursuite des «bonnes affaires» dure le plus longtemps possible....

1 - Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, Paris, Plon, 1954.

2 - Voir fr.wikipedia.org.

Après la guerre, selon la vieille loi géopolitique qui veut qu'un pays qui se maintient en arrière-main d'un conflit en tire le «jackpot», puisqu'à la fois il s'enrichit et il affaiblit les autres (les USA, par exemple, durant deux guerres mondiales...), la situation de la Turquie a ainsi changé du tout au tout : de pauvre et agricole qu'elle était autrefois, elle est devenue, presque du jour au lendemain, un pays riche et industriel. Routes, ponts, infrastructures et immeubles y ont été construits de façon frénétique, les agriculteurs délaissés ont rempli, selon le modèle chinois, les périphéries des villes et les postes de travail des nouvelles usines, les exportations se sont mises en route, le tourisme s'est beaucoup développé, et une classe moyenne s'est vivement enrichie. À ces transformations, le nationalisme naturel des Turcs et le kémalisme laïque et pro-occidental offraient une unité politique.

Erdoğan : une trajectoire de type «poutinienne»

Recep Tayyip Erdoğan naît en 1954. En 1988, à la fin du «conflit fondateur» du décollage turc, il a 34 ans. Issu d'une famille modeste, mais pas pauvre (son père est capitaine de navires sur les lignes de transports de passagers du Bosphore), intelligent, ambitieux, il comprend très vite les opportunités qui sont offertes par ces bouleversements tant économiques que sociétaux et aussi, sans doute, par le vieillissement du kémalisme et de son garant politique, l'armée. Ainsi, il milite au sein du MSP, le parti islamiste de l'époque. En 1994 (il a alors 40 ans), il est élu maire d'Istanbul après une campagne, il faut le remarquer, contre la corruption.

N'aimant pas dépendre des autres, et voulant se démarquer de son tuteur, le MSP islamiste, Erdoğan fonde son propre parti, l'AKP (Parti de la Justice et du Développement) en 2001, et gagne les législatives de 2002. Il devient alors Premier Ministre en 2003 (à 49 ans) et mène une politique conservatrice (qui plaît sans doute autant aux nouvelles bourgeoisies qu'aux classes populaires), en s'opposant de plus en plus au kémalisme. Il est élu Président de la République en 2014 et réélu en 2018, après une révision constitutionnelle qui transforme le régime parlementaire en régime présidentiel (ce qui renforce à la fois son assise populaire et son pouvoir personnel). Au final, un parcours régulier, prudent, même si autoritaire, qui sait s'accommoder des circonstances pour renforcer peu à peu son assise sans jamais trop «renverser la table». Assez «poutinien», en quelque sorte. Rien à voir, en tout cas, avec une trajectoire «hitlérienne» pleine de risques et d'agressivité, de «coups» politiques brutaux et définitifs et d'idéologie radicale.

Sur le plan de la politique étrangère, Erdoğan adopte d'abord un «profil bas». Il s'affiche en démocrate-musulman (un positionnement assez prisé à l'époque, même en Occident !) et obtient d'ouvrir, en 2005, des négociations d'adhésion à l'UE, malgré l'absence de reconnaissance turque de la République de Chypre. En même temps, cela lui permet, en interne – démocratisation oblige – d'écarter les militaires du pouvoir. Les observateurs, naïfs, n'y voient que du feu, et ne comprennent pas qu'il renforce ainsi son pouvoir personnel. Et aujourd'hui, alors que la fenêtre des négociations s'est refermée (qu'il y ait cru ou que cela n'ait été qu'une tactique...), cela lui permet de jouer sur «l'oppression occidentale» et le nationalisme turc.

On retrouve toujours, chez Erdoğan, à la fois cette correspondance politique extérieure/intérieure et cet opportunisme caractéristique, qui lui permet de changer de pied progressivement sans modifier brutalement ses assises.

Une stratégie géopolitique opportuniste

On peut dire qu'Erdoğan est, d'une certaine façon, le pur produit de sa situation géopolitique : celle-ci lui offre, en permanence, une quantité d'opportunités, dont il ne cesse de tenter de profiter, avec un activisme toujours renouvelé. En même temps, dans un tel contexte, il ne peut se fâcher durablement avec personne : ni avec les Russes, dont il doit ménager les intérêts tant en Syrie que dans le Caucase (il vient, pour se rapprocher d'eux, de leur acheter des missiles S400), ni avec les USA ou l'UE (à qui il doit donner, malgré tout, certains gages de «démocratie»), ni avec les monarchies absolutistes du Golfe (qu'il doit ménager tout en restant proche de leurs ennemis, les Frères musulmans...), ni avec Israël. Bref, avec personne. En somme, Erdoğan «mange à tous les râteliers». Tout au plus provoque-t-il les uns et les autres, pour voir ce qui lui profite, et est-il fâché, pour le moment du moins, avec l'Égypte (à cause de son intrusion en Libye), et avec la France – la belle affaire !

Actif dans le conflit syrien pour créer, au sud de sa frontière, avec l'accord des Russes, un glacis qui le protège des Kurdes (tout en vendant, en même temps, des produits et des armes à Daech...), actif en Libye, en appui des Azéris pour leur faire reconquérir le Haut-Karabagh, actif en Europe, où il manipule ses minorités à volonté, tout en nous menaçant, si besoin est, de nous envoyer un million de réfugiés – qu'il fait accompagner en bus à la frontière – si l'on ne reconnaît pas assez sa force, Erdoğan fait feu de tout bois. Tout ceci lui permet, sur le plan interne, d'apparaître comme un leader actif et nationaliste, qui sert et défend bien son peuple.

Le Président turc en a besoin, parce que l'AKP a perdu, aux municipales de 2019, les villes d'Ankara, d'Istanbul, d'Antalya et d'Adana. Sa base politique s'effrite, l'économie va mal (la livre turque s'effondre, l'inflation est à 12 %, les investissements sont à l'arrêt, l'âge d'or de la croissance est passé, le tourisme est en berne), et la pandémie est là. Bigre ! Face à toutes ces déconvenues, il faut bien quelques gesticulations extérieures pour que les Turcs oublient leur grogne et leur spleen, et qu'ils bombent un peu le torse...

Deux priorités stratégiques

Bien sûr, comme c'est le cas dans bien d'autres pays, Erdoğan muselle la presse et emprisonne volontiers ses opposants politiques. Mais il sait bien, par ailleurs, qu'il a besoin des classes bourgeoises ouvertes à l'Occident et qu'il n'a pas, anti-kémalisme oblige, l'appui d'une partie de l'armée... Pour ces raisons, il doit se garder, là aussi, de trop vite abattre ses cartes ou de choisir un camp. S'il n'a peut-être pas lu le cardinal de Retz, il a en tout cas merveilleusement compris sa maxime : «On ne sort de l'ambiguïté qu'à son détriment».

Autoritaire, provocateur, indépendant, opportuniste, obnubilé par sa position géopolitique, qui à la fois le sert et le contraint, il ne fait, en réalité, que cela : sauter sur les opportunités et se ménager en permanence des portes de sortie. Pour cette même raison, il n'est pas certain que, comme on le croit, il ait vraiment envie de s'enfermer dans une stratégie trop identifiée visant à «ressusciter le Califat». Ce serait, à tout le moins, sortir de l'ambiguïté...

Pour autant, il ne faudrait pas croire qu'à travers cet activisme, le Président turc n'a pas de priorités stratégiques. Il en a deux, le gaz et Chypre, qui en réalité n'en font qu'une. Il lui faut, pour cela, rendre inévitable sa présence en Méditerranée orientale.

Sans doute a-t-il été passionné par la méthode appliquée par la Chine en mer de Chine méridionale, consistant en une politique du fait accompli pour «coloniser» les îlots des Paracels et des Spratleys et ainsi, peu à peu, s'assurer la domination sur ces eaux, au grand dam des voisins. Les tentatives d'Erdoğan pour pérenniser et faire reconnaître la «République turque de Chypre du Nord» (où le candidat pro-turc a récemment été élu) et son soutien militaire au Gouvernement d'accord national (GAN) du Premier Ministre libyen Faïez Sarraj (pour l'instant couronné de succès) n'ont sans doute d'autre objectif que de renforcer son influence et ses «droits» sur cette mer et sur ses énormes gisements.

De plus, la Turquie n'a pas signé la convention de Montego Bay (qui fixe les droits d'exploitation en mer) et ne reconnaît pas le découpage des eaux internationales en mer Égée, car, bien que sa façade maritime soit très importante, les innombrables îles grecques l'empêchent de se déployer en mer et de l'exploiter. Elle suit, dans ce domaine, ses propres critères, et elle espère, par ces moyens ou d'autres, s'assurer un part de Léviathan³, cet immense gisement de gaz situé pour partie près de Chypre. Rien ne dit qu'elle y parviendra. En tout cas, elle essaye !

En somme, qui est Erdoğan ? Un tacticien de génie ? Un touche-à-tout brouillon et inefficace ? Bien malin qui pourrait le dire aujourd'hui. On aura la réponse un jour, lorsqu'il quittera le pouvoir et qu'on connaîtra son legs. D'ici là, nul doute qu'il continuera à s'agiter, aux portes de la vieille et impuissante Europe. Qu'il continue à tenter des coups pendables, cela ne fait aucun doute. Est-il vraiment dangereux ? Pas si certain.

François Martin

Retrouvez cet article sur srp-presse.fr

3 - Le gisement Léviathan (dont le nom évoque le célèbre monstre marin de la Bible) est un champ gazier de la mer Méditerranée situé près des côtes israéliennes. Découvert en juin 2010 dans le bassin Levantin, à 130 km à l'ouest de Haïfa, il contiendrait des réserves de l'ordre de 500 milliards de mètres cubes.